

Très confidentiel

(Entretien avec M. Bohlen, le 2 mai 1953, à Spassohouse)

### 1. Situation intérieure

L'impression de M. Bohlen est qu'à la date du 2 mars, le problème de la succession n'était pas encore complètement réglé. Très probablement Staline pensait à Malenkov comme son successeur. Néanmoins, il ne l'avait pas désigné d'une façon définitive, soit que la mort l'ait prévenu, soit qu'il ait trouvé plus prudent de ne pas régler trop clairement ce problème pour ne donner à l'héritier aucune tentation malsaine. De cette incertitude est venue la crise qui se situe aux environs du 14 mars. Après cette date, Malenkov est rentré dans le rang. Cette attitude lui a-t-elle été dictée par ses concurrents ou lui est-elle venue spontanément d'une appréciation exacte de la situation ? Il est impossible de le dire.

Le problème qui se pose maintenant est celui de savoir si un régime du type soviétique peut s'accommoder de la forme oligarchique. A l'heure actuelle, la collégialité semble devoir se prolonger. En effet, les positions réciproques sont beaucoup plus fortes qu'après la mort de Lénine. D'autre part, tous les épigones ont été formés à l'école de Staline et ont appris à son école à se méfier les uns des autres. Si l'on admet que la collégialité se maintient, l'on est conduit à penser que la crise, si elle doit éclater un jour, sera redoutable, chacun pouvant combattre appuyé sur des positions solidement organisées.

Un autre problème qui intéresse M. Bohlen est celui des rapports entre le Parti et l'Etat. A son avis, le XIXe Congrès avait marqué un progrès important des administrateurs, probablement aux dépens du Parti. Celui-ci cherche sans doute à se rattraper. Néanmoins, le poids des intérêts de l'Etat est de plus en plus considérable. A ce sujet, M. Bohlen rappelle que pendant la guerre les décisions fondamentales ont toujours été prises au sein du Comité de Défense et non au Politbureau. Pendant la guerre, le Parti était surtout l'organe de liaison entre l'Etat et les masses. Il avait perdu le rôle dirigeant qu'il avait eu pendant les années trente. La création du Comité restreint de gouvernement, qui rappelle directement le Comité de Défense, tendrait à faire croire que le même phénomène se répète. S'il en était ainsi, les conséquences seraient importantes : les intérêts nationaux - déjà prédominants sous Staline - tendraient à l'emporter sur les exigences de la révolution mondiale. M. Bohlen est très attaché à l'idée que dans ce pays les questions se tranchent moins par le jeu des volontés individuelles qu'en raison des événements eux-mêmes et de leur logique interne.



En ce qui concerne les différentes personnalités, les indications suivantes peuvent être retenues. M. Bohlen ne croit pas à une rivalité entre Béria et Malenkov et ceci pour la raison suivante : Béria, qu'il a rencontré à plusieurs reprises, lui paraît un homme doué de clairvoyance, parce que totalement cynique. Il se rend compte qu'avec son mauvais accent et son origine géorgienne, il ne peut prétendre à la succession. Sur Malenkov les indications sont celles qui ont généralement cours en Occident : l'homme est passionné d'organisation, de technique, c'est un calculateur. Il aurait joué un rôle important au début de la guerre dans une circonstance particulière : lorsque les premières victoires allemandes ont décimé les armées soviétiques, il a fallu retrouver des cadres rapidement et pour cela libérer certains officiers internés au moment de l'affaire Toukhatchevski. Malenkov aurait été chargé de cette opération et parmi les libérés se seraient trouvés Vassilievski, Sokolovski et naturellement Rokossovski, dont l'internement est déjà connu par ailleurs. De ce fait l'Armée aurait une dette de reconnaissance à l'égard de Malenkov.

Dans l'ensemble, la situation intérieure serait d'une nature telle qu'une certaine détente est indispensable aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Quant à savoir combien de temps le régime collégial pourra se maintenir, cela paraît impossible à prévoir à l'heure actuelle.

## 2. Situation extérieure

Les mesures prises pour amener une certaine détente à l'extérieur peuvent très bien avoir été prévues dès avant la mort de Staline. Celui-ci, en effet, dans son interview au "New York Times" du 25 décembre 1952, s'était engagé personnellement : "je suis favorable à l'armistice en Corée" avait-il dit. Ce qui donne du poids aux nouvelles mesures, c'est qu'elles se développent parallèlement à une transformation intérieure. Elles deviennent nécessaires alors qu'auparavant, elles étaient seulement volontaires. Peut-on dire, demande M. Bohlen, qu'il s'agisse d'un court répit, d'une occasion à saisir, d'un instant qui ne reviendra pas ? Ce n'est pas là son avis. Il lui semble que la courbe actuelle doit se maintenir pendant un temps assez long pour que, du côté occidental, on ne soit pas obnubilé par la crainte de manquer le coche.

La conversation a porté longuement sur l'article publié par la "Pravda" le 25 avril. M. Bohlen a d'abord insisté sur le caractère extraordinaire de la reproduction en russe du discours du Président Eisenhower. Là où les journaux étaient exposés sur les murs, les Américains ont remarqué que la foule était beaucoup plus nombreuse devant les pages où se trouvait le texte que devant celles où figuraient les commentaires. M. Bohlen ne

peut échapper à l'impression que l'article, visiblement rédigé par un groupe, est le produit d'une discussion et par moments peut-être d'un compromis entre différentes tendances. Il est d'accord sur l'idée que dans la conclusion figurent sans doute quelques invites voilées à des contacts qui ne seraient pas publics, mais proprement diplomatiques, c'est-à-dire secrets. Il a été frappé de son côté par la phrase dans laquelle il est dit que l'Union soviétique aurait aussi, dans le cas d'une négociation, certaines conditions à poser. Il y a là peut-être une amorce.

Le sentiment de M. Bohlen se résume dans la formule suivante : le principal résultat de la détente doit être précisément celui de la détente, c'est-à-dire une amélioration des rapports entre l'URSS et le reste du monde, sans que pour autant l'ensemble de la politique ou des positions soviétiques doivent être transformées.

Le test véritable sera l'armistice de Corée. L'Autriche n'est qu'un faux test : ou bien en effet on arrive à un accord et dans ce cas, l'Occident est obligé de faire des concessions sur l'Allemagne pour reconnaître la bonne volonté de l'autre partie, ou bien il n'y a pas d'accord (ce qui est le plus vraisemblable) et l'opinion occidentale trouvera le test sans valeur parce que trop limité. En Corée, c'est différent. C'est d'ailleurs ce que M. Bohlen a marqué dans l'entretien qu'il a eu avec le Maréchal Vorochilov après la remise de ses lettres de créance. L'entretien a eu lieu en russe et Vorochilov, comme Molotov, a manifesté sa satisfaction de retrouver comme Ambassadeur à Moscou un homme qui a déjà eu des contacts avec le Gouvernement soviétique. Molotov a été jusqu'à dire "il est bon pour nous que vous ayez eu des contacts avec les membres du nouveau gouvernement" et pourtant, ajoute M. Bohlen, je ne connais absolument pas Malenkov, je ne l'ai jamais vu ni ne lui ai jamais parlé. Parlant avec Vorochilov de la Corée, il a souligné qu'aucune amélioration de la situation internationale ne saurait avoir lieu tant que quelque part dans le monde on continuerait à s'entretuer. "Si le printemps, a-t-il dit, dont vous avez parlé, doit jamais fleurir, ce ne sera qu'après la fin des hostilités." M. Bohlen se montre assez inquiet de l'état actuel des pourparlers de Pan Mun Jom. Laisser six mois les prisonniers dans un pays asiatique, livrés à la propagande chinoise, aboutirait en fait à renier le principe au nom duquel la guerre se continue actuellement. D'autre part, M. Bohlen est persuadé que la question du rapatriement des prisonniers est pour le camp soviétique une question grave. D'après des indications confidentielles qu'il a eues, des aviateurs soviétiques qui avaient été abattus pendant la guerre par les Allemands et faits prisonniers d'une façon qui prouvait nettement qu'il n'y allait pas de leur faute, se sont vus sept ans après éliminés de la formation qui devait survoler la Place Rouge le 7 novembre. On se méfiait d'eux, on les considérait

comme peu sûrs. Laisser à l'étranger tout élément chinois ou soviétique est considéré comme une menace pour l'Etat (sur cette question du défilé aérien, M. Bohlen a ajouté qu'avant l'envol, les avions avaient été inspectés : tout objet lourd en était retiré. Les consignes étaient données d'autre part pour qu'en cas d'accident mécanique, l'avion se posât obligatoirement sur la rivière de la Moscova, tant demeurait grande la crainte qu'un attentat fût camouflé en accident). Revenant au problème de Corée, M. Bohlen considère qu'il faudra prochainement qu'une démarche soit accomplie au plan gouvernemental pour souligner la nécessité d'un accord rapide.

En ce qui concerne l'Allemagne, M. Bohlen a toujours pensé que Staline n'évacuerait pas la zone orientale; il tenait trop à ce qu'il avait gagné; il craignait trop de découvrir le glacis des satellites. Aujourd'hui, M. Bohlen se sent moins affirmatif. Il se peut qu'un changement intervienne. La difficulté, comme jadis au sujet de la Pologne, résulte du fait qu'avec le système soviétique il a toujours été impossible d'établir géographiquement des zones de compromis. La méthode a toujours été celle du tout ou rien, non pas en raison de la volonté des dirigeants, mais en raison de la nature même de leur système.

Ce qui reste de tout cela, c'est qu'un contact pourrait être établi dans l'été et que, selon les résultats de ce contact, ou bien il faudrait accélérer la ratification de la communauté européenne de défense ou bien établir de nouveaux plans. Une question qui apparaîtra nécessairement sera celle des bases militaires américaines dans le monde. L'URSS prend ce problème très au sérieux. C'est un problème réel. L'armée européenne aux yeux des Russes n'est que la conséquence de l'existence de ces bases. Elle n'est pas par elle-même le danger.

En conclusion de cet entretien, M. Bohlen s'est interrogé sur les possibilités réelles de mener à trois des négociations avec l'URSS. Il est entièrement persuadé de la nécessité d'une entente tripartite, mais il mesure exactement les difficultés qui en résultent pour des manoeuvres rapides et pour la défense efficace des intérêts communs.

---